

PARLEMENT  
DE LA  
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Session 1997-1998

---

SEANCES DU MARDI 21 OCTOBRE 1997 (MATIN ET APRES-MIDI)

---

COMPTE RENDU INTEGRAL

SOMMAIRE

LE MATIN A 10 HEURES 30

	Pages
<i>Excusés.</i> . . . . .	4
<i>Ouverture de la session ordinaire 1997-1998</i> . . . . .	4
<i>Nomination du bureau définitif</i> . . . . .	4
<i>Constitution du Parlement</i> . . . . .	4
<i>Allocution de Mme la Présidente</i> . . . . .	4
<i>Constitution des Assemblées</i> . . . . .	5
<i>Communication de la Présidente.</i> . . . . .	5
<i>Textes adoptés par l'Assemblée du Conseil de l'Europe</i> . . . . .	5
<i>Projet de traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités constituant les Communautés européennes et certains actes connexes</i> . . . . .	5
<i>Arrêtés du Gouvernement de la Communauté française</i> . . . . .	5
<i>Cour d'arbitrage.</i> . . . . .	5

	Pages
<i>Questions écrites.</i> . . . . .	5
<i>Rapport sur l'état de la coopération entre la Communauté française et la Communauté germanophone pour 1996 (dépôt)</i> . . . . .	6
<i>Projets de décret (dépôt)</i> . . . . .	6
<i>Décès de deux anciens membres du Conseil</i> . . . . .	6
<i>Ordre du jour (approbation)</i> . . . . .	6
<i>Nominations des commissions</i> . . . . .	6
<i>Propositions de décret (prise en considération)</i> . . . . .	7
Relative à la mise en œuvre d'une politique de discriminations positives dans l'enseignement, de MM. Charlier et Antoine	
Relative aux devoirs des enseignants et du personnel soumis aux différents statuts des réseaux organisés ou subventionnés par la Communauté française, et visant à la protection des élèves et des étudiants, de Mme Stengers, M. Foret et consorts	
Modifiant le décret du 12 juin 1981 fixant la procédure d'enquête, de M. van Eyll et Mme Persoons	
Créant «le registre des circulaires», de MM. Barbeaux et Tahay	
<i>Projet de décret contenant le budget des Voies et Moyens de la Communauté française pour l'année budgétaire 1998</i> . . . . .	7
<i>Projet de décret contenant le budget général des Dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1998</i> . . . . .	7
<i>Exposé général du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1998</i> .	7
<i>Projet de décret contenant le budget général des Dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1998 — Programme justificatif et annexes</i> . . . . .	7
<i>Projet de décret-programme portant diverses mesures concernant l'enseignement</i> . .	7
<i>Projet de décret désignant les Fonds budgétaires figurant au budget général des Dépenses de la Communauté française.</i> . . . . .	7
<i>Proposition de résolution relative à la suppression du financement du FESC (Fonds des équipements et des services collectifs) par le Gouvernement fédéral</i>	
Discussion générale conjointe . . . . .	7
Orateurs: MM. Barbeaux, Vancrombruggen, Ducarme.	
APRES-MIDI A 14 HEURES 30	
<i>Excusés.</i> . . . . .	21
<i>Projet de décret contenant le budget des Voies et Moyens de la Communauté française pour l'année budgétaire 1998</i> . . . . .	21
<i>Projet de décret contenant le budget général des Dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1998</i> . . . . .	21
<i>Exposé général du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1998</i> .	21
<i>Projet de décret contenant le budget général des Dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1998 — Programme justificatif et annexes</i> . . . . .	21
<i>Projet de décret-programme portant diverses mesures concernant l'enseignement</i> . .	21

	Pages
<i>Projet de décret désignant les Fonds budgétaires figurant au budget général des Dépenses de la Communauté française.</i> . . . . .	21
<i>Proposition de résolution relative à la suppression du financement du FESC (Fonds des équipements et des services collectifs) par le Gouvernement fédéral</i>	
Reprise de la discussion générale conjointe . . . . .	21
Orateurs: MM. Santkin, Cheron, Antoine, Mmes Stengers, Dupuis, MM. Drouart, Charlier, Ficherouille, Mme Bertouille, MM. Marchant, Harmel, Mmes Servais, Maréchal, Persoons, Payfa, MM. Snappe, Neven.	
<i>Ordre des travaux</i> . . . . .	59

## SEANCE DU MATIN

## Présidence de M. Houssa, doyen d'âge

La séance est ouverte à 10 h 35.

**M. le Président.** — Mesdames, messieurs, la séance est ouverte.

Je prie M. Melin et Mme Persoons, les deux plus jeunes membres de l'Assemblée, de prendre place au bureau pour y remplir les fonctions de secrétaires provisoires. (*M. Melin et Mme Persoons prennent place au bureau.*)

Mesdames, messieurs, le Parlement se réunit aujourd'hui de plein droit en vertu de l'article 32, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

## EXCUSES

**M. le Président.** — Ont demandé d'excuser leur absence à la présente séance: MM. André et Hubert, Mme Carton de Wiart, retenus par d'autres devoirs, MM. Mouton et Wahl, pour raisons de santé.

## OUVERTURE DE LA SESSION ORDINAIRE 1997-1998

**M. le Président.** — Je déclare ouverte la session ordinaire 1997-1998 du Parlement de la Communauté française.

## NOMINATION DU BUREAU DEFINITIF

**M. le Président.** — Nous allons procéder à la nomination du Bureau définitif.

L'article 2 de notre règlement prévoit que le Parlement procède, par des élections distinctes, à la nomination:

- a) D'un président;
- b) D'un premier vice-président;
- c) D'un deuxième vice-président;
- d) D'un troisième vice-président;
- e) De secrétaires, dont le nombre a été fixé à cinq en 1985.

Ce nombre a été depuis confirmé par l'usage et, en dernier lieu, par la décision que nous avons prise au début de la présente législature.

Nous allons procéder à la nomination du président.

La parole est à M. Santkin.

**M. Santkin.** — Monsieur le Président, je propose la reconduction du Bureau sortant.

**M. le Président.** — Dans ces conditions, le Parlement étant unanime, je proclame élu le Bureau composé comme suit:

— Présidente: Mme Corbisier-Hagon;

— Premier vice-président: M. Léonard;

— Deuxième vice-président: M. Hazette;

— Troisième vice-président: M. Perdieu;

— Secrétaires: M. Knoops, Mme Bouarfa, Mme Maréchal, MM. van Eyll et Sénéca.

Le Bureau étant constitué, je prie la Présidente et les secrétaires de prendre place au Bureau.

*(Aux applaudissements de l'Assemblée, Mme Corbisier-Hagon monte à la tribune présidentielle et prend place au Bureau)*

## CONSTITUTION DU PARLEMENT

**Mme la Présidente.** — Mesdames, messieurs, je déclare le Parlement de la Communauté française constitué.

Conformément à l'article 4 de notre règlement, il en sera donné connaissance au Roi, aux Chambres législatives, aux autres Conseils de Communauté et aux Conseils régionaux.

## ALLOCATION DE MME LA PRESIDENTE

**Mme la Présidente se lève et prononce l'allocation suivante:** A deux pas du 27 septembre et au départ d'un débat budgétaire, en ce jour de rentrée, qui n'en est d'ailleurs pas un — mais à qui s'en prendre puisque c'est nous qui devons en changer la date —, mon intention n'est pas de me lancer dans un long discours. Je voudrais pourtant remercier notre doyen d'âge, M. Houssa, qui, comme le veut la tradition, a fait tourner avec élégance la clé de contact et ainsi mis en route officiellement le moteur. (*Applaudissements.*)

Je tiens aussi à vous remercier tous, non pas pour ma réélection, mais pour la confiance que vous me faites.

Enfin, je voudrais lancer un appel pressant. Notre démocratie a besoin d'air, il ne faut pas être grand clerc pour le souligner. Si nous tenons à nos institutions, il faut que d'autres que nous y croient et les comprennent. Plus que jamais, elles ont besoin d'une vitrine pédagogique, d'écoute et de lisibilité. Si certains de ces éléments dépendent plus du Bureau et de moi-même — visites du public, Parlement de la jeunesse, documentation, messages Internet —, la lisibilité dépend surtout de chacun d'entre nous dans cette enceinte et de ceux qui sont chargés de faire connaître nos débats.

Au-delà de l'amélioration de notre règlement pour laquelle nous avons décidé une autre procédure, plus

rapide je m'y engage, nous devons réfléchir à nos gestes, nos prises de parole, nos promesses sans lendemain, notre langage parfois trop technique, nos relations Gouvernement-Parlement, Parlement-Gouvernement, à la procédure à employer, à l'utilisation des médias et à l'emploi des canaux nouveaux d'information.

Que ceux et celles qui veulent contribuer à cette tâche, essentielle à mes yeux dans l'état actuel des choses, n'hésitent pas à venir me faire part de leurs réflexions, je les en remercie d'avance.

Je vous souhaite un excellent travail. (*Applaudissements.*)

## CONSTITUTION DES ASSEMBLEES

**Mme la Présidente.** — Nous avons été informés, par leurs présidents respectifs, de la constitution des assemblées suivantes :

— Le Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft en sa séance du 16 septembre 1997;

— Le Vlaams Parlement, en sa séance du 22 septembre 1997;

— Le Sénat et la Chambre, en leur séance du 14 octobre 1997;

— Le Parlement wallon et le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, en leur séance du 15 octobre;

— L'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune, en sa séance du 16 octobre 1997.

## COMMUNICATIONS DE LA PRESIDENTE

### *Représentation d'un membre*

**Mme la Présidente.** — En date du 22 juillet dernier, M. Philippe Rozenberg m'a fait savoir qu'il siègera, à compter de la présente rentrée parlementaire, comme député indépendant.

Il en est pris acte.

## TEXTES ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE DU CONSEIL DE L'EUROPE

**Mme la Présidente.** — La délégation belge de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe nous a fait parvenir, par lettre du 8 octobre 1997, la recommandation 1346 et la résolution 1136 adoptées par cette assemblée lors de la quatrième partie de la session 1997.

Ces textes ont été transmis à la commission des Relations internationales.

## PROJET DU TRAITE D'AMSTERDAM MODIFIANT LE TRAITE SUR L'UNION EUROPEENNE, LES TRAITES INSTITUANT LES COMMUNAUTES EUROPEENNES ET CERTAINS ACTES CONNE- XES

**Mme la Présidente.** — En application de l'article 16, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980, M. Ancion, ministre

de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales, a fait parvenir au Parlement le projet du Traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes.

Ce texte a été transmis à la commission des Relations internationales.

### *Arrêtés du Gouvernement de la Communauté*

**Mme la Présidente.** — Par lettres des 8 septembre, 6, 9 et 15 octobre 1997, M. Van Cauwenberghe, ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique, a fait respectivement parvenir au Parlement les arrêtés suivants :

— Arrêté n° 7 du Gouvernement de la Communauté française modifiant la ventilation de certaines allocations de base contenues dans le programme 4 de la division organique 93, du budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1997;

— Arrêté n° 8 du Gouvernement de la Communauté française modifiant la ventilation de certaines allocations de base contenues dans le programme 1 de la division organique 33, du budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1997;

— Arrêté n° 9 du Gouvernement de la Communauté française modifiant la ventilation de certaines allocations de base contenues dans le programme 2 de la division organique 38, du budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1997.

— Arrêté n° 10 du Gouvernement de la Communauté française modifiant la ventilation de certaines allocations de base contenues dans les programmes 3 et 4 de la division organique 56, du budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1997.

Ces arrêtés ne nécessitent pas de motion de conformité de la part de notre Conseil. Ils ont été communiqués, pour information, à la commission des Finances, du Budget, des Affaires générales, de l'Organisation de l'Assemblée, du Règlement et de la Comptabilité.

### *Cour d'arbitrage*

**Mme la Présidente.** — Le greffier de la Cour d'arbitrage a notifié au Parlement les arrêts récemment prononcés par la Cour, ainsi que les recours en annulation et les questions préjudicielles qui lui ont été adressés.

La liste complète de ces notifications sera reproduite en annexe aux comptes rendus de la présente séance.

## QUESTIONS ECRITES

(*Art. 63 du Règlement*)

**Mme la Présidente.** — Depuis notre dernière séance, des questions écrites ont été adressées :

— A Mme la ministre-présidente Onkelinx, par MM. Knoop, Drouart, Istasse, Deghilage, Mmes Berrouille, Persoons, MM. Salmont, Hazette, Ficherouille, Marchant, Mme Carton de Wiart, M. Charlier, Mmes Maréchal, Payfa, Stengers, M. Baille;

— A M. le ministre Ancion, par Mme Bertouille, MM. Drouart, Knoops, Mme Salmon, M. Damseaux, Mme Carton de Wiart, M. Sadaune, Mme Stengers, M. Bodson;

— A M. le ministre Picquè, par MM. Knoops, Foret, Mmes Bertouille, Nagy, Maréchal, Cogels-Le Grelle, Salmon, M. Istasse;

— A M. le ministre Van Cauwenberghe, par Mme Stengers, MM. Smeets, Deghilage, Knoops, Mmes Bertouille, Nagy, M. Charlier.

## RAPPORT SUR L'ETAT DE LA COOPERATION ENTRE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE ET LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE POUR 1996

### *Dépôt*

**Mme la Présidente.** — La ministre-présidente du Gouvernement a transmis au Conseil le rapport sur l'état de la Coopération entre la Communauté française et la Communauté germanophone pour 1996.

Ce rapport a été imprimé sous le n° 190 (1996-1997) n° 1 et envoyé à la commission de Coopération avec les Communautés.

## PROJETS DE DECRET

### *Dépôt*

**Mme la Présidente.** — Le Gouvernement de la Communauté française a déposé les projets de décret suivants :

1) Portant restructuration de la prévention du sida en Communauté française.

Ce projet a été imprimé sous le n° 189 (1996-1997) n° 1 et envoyé à la commission de la Santé, des Matières sociales, des Sports et de l'Aide à la jeunesse.

2) Portant assentiment à l'accord de siège entre le Royaume de Belgique et le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signé à Bruxelles le 26 mai 1993.

3) Portant assentiment à l'accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'autorité de surveillance de l'association européenne de libre échange, signé à Bruxelles le 22 décembre 1994.

Ces projets ont été imprimés et distribués respectivement sous les n°s 191 et 192 (1996-1997) n° 1.

Ils ont été envoyés à la commission des Relations internationales.

## DECES DE DEUX ANCIENS MEMBRES DU CONSEIL

— *Devant l'assemblée debout, Mme la Présidente prononce les paroles suivantes :*

Nous avons appris le décès de M. Georges Glineur, ancien membre de notre assemblée de 1979 à 1981. M. Glineur présida également notre assemblée comme doyen d'âge. Nous garderons de lui le souvenir d'un parlementaire assidu, consciencieux et d'une grande affabilité. Il fut aussi un grand patriote dans la résistance. Au nom du Parlement tout entier et en mon nom personnel, j'ai adressé

à la famille de notre ancien collègue l'expression de nos sincères condoléances.

Nous avons également appris le décès de M. Etienne Bertrand, ancien membre de notre assemblée de 1990 à 1995. M. Bertrand laisse le souvenir d'une personnalité attachante dont l'engagement politique fut particulièrement généreux. Nous nous inclinons avec respect devant sa mémoire et avons assuré sa famille de notre profonde sympathie. (*L'assemblée observe une minute de silence.*)

## ORDRE DU JOUR

### *Approbation*

**Mme la Présidente.** — Conformément aux articles 5 et 23 du règlement, la Conférence des présidents, réunie le 14 octobre 1997, a procédé à l'élaboration de l'ordre du jour de la présente séance.

En ce qui concerne le point 4, je vous signale que je clôturerai la liste des orateurs, ce jour, à 11 h 30.

Afin d'éviter des débats de procédure, comme j'en ai déjà fait part à M. Ducarme, je signale également à M. Cheron et aux deux présidents des groupes de la majorité que Mme Onkelinx n'a pu nous rejoindre dès le début de cette séance en raison d'un problème inopiné et tout à fait indépendant de sa volonté. Mme la ministre-présidente nous rejoindra vers 11 h 30. Les trois autres ministres sont présents pour assister aux débats. L'intervention de M. Ducarme ayant été préparée pour être développée en présence de Mme Onkelinx, je vous suggère d'ouvrir la discussion en écoutant tout d'abord les rapports. Nous verrons ensuite si les interventions peuvent être développées.

La parole est à M. Ducarme.

**M. Ducarme.** — Madame la Présidente, je n'ai aucune objection à ce que nous entendions les rapports. Mais, étant donné l'importance du débat, il serait assez étrange que les interventions soient développées en l'absence de la ministre-présidente, bien que je ne mette absolument pas en doute la compétence, la largeur de vue et l'assise des ministres présents.

**Mme la Présidente.** — Nous dresserons donc un bilan à la fin des rapports. Si plus personne ne demande la parole, l'ordre du jour est adopté.

## NOMINATION DES COMMISSIONS

**Mme la Présidente.** — L'ordre du jour appelle la nomination des commissions conformément à l'article 12 du règlement.

Pour simplifier la procédure, je vous propose de reconduire celles-ci telles qu'elles étaient composées à la fin de la session précédente, moyennant les modifications que les chefs de groupe voudront bien me communiquer au cours de la présente séance.

Je propose à l'Assemblée de reconduire globalement les bureaux des commissions.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non.*)

Si personne ne demande la parole, il en est ainsi décidé.

La liste des commissions sera imprimée en annexe aux comptes rendus de la présente séance publique.

## PROPOSITIONS DE DECRET

### *Prise en considération*

**Mme la Présidente.** — L'ordre du jour appelle la prise en considération des propositions de décret suivantes :

1° Relatif à la mise en œuvre d'une politique de discriminations positives dans l'enseignement, de MM. Charlier et Antoine;

2° Relative aux devoirs des enseignants et du personnel soumis aux différents statuts des réseaux organisés ou subventionnés par la Communauté française, et visant à la protection des élèves et des étudiants, de Mme Stengers, M. Foret et consorts;

Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non.*)

Si personne ne demande la parole, je vous propose de les envoyer à la commission de l'Education.

3° Modifiant le décret du 12 juin 1981 fixant la procédure d'enquête, de M. van Eyll et Mme Persoons;

4° Créant le « registre des circulaires », de MM. Barbeaux et Tahay.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non.*)

Si personne ne demande la parole, je vous propose de les envoyer à la commission des Finances, du Budget, des Affaires générales, de l'Organisation de l'Assemblée, du Règlement et de la Comptabilité.

Pas d'objection? (*Non.*)

Il en est ainsi décidé.

Conformément à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, et par application de l'article 37, § 1<sup>er</sup>, du règlement du Conseil, j'ai demandé à la section de législation du Conseil d'Etat un avis motivé sur la proposition de décret créant le « registre des circulaires », de MM. Barbeaux et Tahay.

## PROJET DE DECRET CONTENANT LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1998

## PROJET DE DECRET CONTENANT LE BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1998

## EXPOSE GENERAL DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1998

## PROJET DE DECRET CONTENANT LE BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1998 — PROGRAMME JUSTIFICATIF

## PROJET DE DECRET-PROGRAMME PORTANT DIVERSES MESURES CONCERNANT L'ENSEIGNEMENT

## PROJET DE DECRET DESIGNANT LES FONDS BUDGETAIRES FIGURANT AU BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

## PROPOSITION DE RESOLUTION RELATIVE A LA SUPPRESSION DU FINANCEMENT DU FESC (FONDS DES EQUIPEMENTS ET DES SERVICES COLLECTIFS) PAR LE GOUVERNEMENT FEDERAL

### *Discussion générale conjointe*

**Mme la Présidente.** — L'ordre du jour appelle la discussion générale conjointe de ces projets et proposition de résolution.

La discussion générale est ouverte.

La parole est à M. Barbeaux, rapporteur du projet de décret contenant le budget des Voies et Moyens de la Communauté française pour l'année budgétaire 1998.

**M. Barbeaux.** — Madame la Présidente, madame la ministre-présidente, messieurs les ministres, cher(e)s collègues, votre commission des Finances et du Budget a examiné, au cours de ses réunions des 18 juin, 30 septembre et 2 octobre 1997, le projet de décret contenant le budget des Voies et Moyens et le projet de décret contenant le budget général des Dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1998.

En préambule, il faut d'abord signaler le débat qui a eu lieu en commission concernant la date de l'examen du budget 1998. Lors de son exposé sur l'ajustement budgétaire 1997, le 18 juin 1997, le ministre du Budget a regretté que le budget 1998 ne puisse être examiné ni voté avant les vacances parlementaires. Il a estimé la situation surréaliste; en effet, en mai, le Gouvernement a présenté ces budgets en séance publique, le Parlement examinait l'ajustement 1997 en juin, mais le budget 1998 était discuté à la rentrée seulement.

Dans la discussion, M. van Eyll a répondu que c'est le Gouvernement lui-même qui a créé des conditions de travail inconsidérées en fin de session parlementaire.

M. Vancrombruggen a regretté le report du vote vu que, tant le secteur de l'enseignement que le secteur culturel ne travaillent pas en année budgétaire.

M. Cheron partage l'analyse de M. Vancrombruggen quant au moment de l'examen — en juin — du budget de la Communauté française, puisque cela permet de mieux coller à la réalité. Il impute cependant ce report à la majorité, vu l'accumulation des dépôts de projets de décret en fin de session.

M. Antoine signale que le groupe PSC souhaitait aussi que le budget 1998 soit examiné avant les vacances parlementaires car il s'agit d'un acte formel de la politique du Gouvernement et c'est dans ce cadre que se nouent les accords politiques. Le Parlement est cependant tenu de respecter son règlement, relativement confortable pour l'opposition, règlement que les libéraux ont exploité à l'excès.

Pour le budget 1998, il n'y a pas péril en la demeure, répond M. Ducarme, contrairement à l'ajustement 1997 et aux décrets ayant trait à l'audiovisuel et à l'enseignement. Il ne fallait pas « charger la barque » les derniers mois, dit-il.

Le ministre réagit en estimant que, tout en respectant le règlement de l'assemblée, il n'était pas sûr qu'on ne pouvait

pas faire davantage et regrette l'utilisation à l'extrême du règlement.

Il conclut en déplorant que, par suite des manœuvres politiques, le budget 1998 ne sera pas adopté en juillet.

Un débat a également lieu en commission sur la question de savoir si le ministre du Budget présente le budget 1998 le 18 juin, alors que la discussion aura lieu en septembre. Ce débat étant aujourd'hui dépassé, je vous renvoie au rapport écrit pour une description de la querelle. Cette présentation du budget aura lieu le 30 septembre.

J'en arrive à l'exposé du ministre.

Le ministre du Budget rappelle d'abord que la présentation au Parlement des grands axes des décisions budgétaires a été faite par la ministre-présidente en séance publique au mois de mai. Il s'en tient donc essentiellement aux aspects techniques.

Vu le dépôt du projet de budget au mois de juin, le ministre pose d'abord la question de savoir si le report de son examen, demandé par l'opposition, est de nature à modifier son contenu. Il rappelle que le budget déposé était déterminé, pour ses ressources institutionnelles, par un taux d'inflation 1997 estimé à 1,75 %. Or, l'inflation moyenne constatée pour les huit premiers mois de l'année 1997 comparée aux huit premiers mois de 1996, est de 1,76 %. Ce paramètre, qui détermine la quasi-totalité des ressources, se trouve donc confirmé.

Par ailleurs, dit le ministre, il est vraisemblable qu'une amélioration des recettes de l'ordre de 500 millions pourra être ultérieurement envisagée, en raison du fait que le coefficient de dénatalité pris en considération dans le calcul de l'attribution de la TVA à la Communauté française serait de 99,513 points alors que le projet déposé intègre un coefficient de dénatalité de 99,190, comme en 1997. Par conséquent, le taux réel est plus élevé.

Les informations disponibles confirment aussi les prévisions relatives à la redevance radio-télévision.

Enfin, l'évolution des taux d'intérêt et la qualité de la gestion de la dette permettent d'espérer un gain de quelques centaines de millions par rapport aux montants budgétés.

Face à ces éléments favorables, il convient cependant d'opposer les problèmes qui se posent dans certains secteurs, comme celui de la RTBF, celui du Fonds des sports, dont l'alimentation par les bénéfices de la Loterie nationale connaît une certaine restriction, et celui du retard mis par l'ONSS à fixer les montants qui lui sont dus en matière de régularisation d'arriérés.

Par ailleurs, l'accélération de l'évolution inflatoire peut être de nature à anticiper l'indexation de 1998, actuellement prévue en octobre en ce qui concerne les traitements.

Dans pareil contexte, qui permet des espérances favorables tout à fait sérieuses, le Gouvernement, plutôt que de procéder de manière sélective et précipitée à l'utilisation de ces montants, a préféré les envisager dans un cadre global, de façon à couvrir d'éventuelles difficultés, voire pour améliorer le report de solde de l'année concernée.

Le point sur tout cela sera donc fait, explique le ministre du Budget, lors de l'ajustement du budget 1998 et, pour le reste, le projet de budget 1998, tel qu'il a été déposé, se trouve maintenu dans sa forme et dans ses chiffres, sous réserve d'un amendement technique qui doit permettre la continuité de l'activité de perception de la redevance radio-télévision par les services compétents, qui devraient pouvoir prélever transitoirement leurs dépenses de fonctionnement général sur le produit de l'impôt.

Avant de décrire le contenu du budget, quelques mots sur sa présentation qui diffère des versions antérieures en raison de la modification récente des lois sur la comptabilité de l'Etat et de la réforme des services administratifs du Gouvernement.

D'abord, la présentation du budget s'est trouvée conditionnée par l'importante réforme de la législation budgétaire déterminée par la loi du 19 juillet 1996.

Les principes sont les suivants. Les budgets administratifs, qui faisaient précédemment l'objet de documents distincts du budget général des Dépenses et qui exposaient la ventilation en allocations de base des programmes répertoriés dans le budget général des Dépenses, sont supprimés, ce qui implique la disparition des motions que le Parlement devait approuver afin d'assurer juridiquement la conformité entre le budget général des Dépenses et les budgets administratifs en question.

Les données antérieurement exposées dans les budgets administratifs sont maintenant intégrées dans un tableau budgétaire qui est joint au budget général des Dépenses, la ventilation des programmes en allocations de base étant maintenue et pouvant être, comme antérieurement, modifiée, au sein de chacun des programmes, de l'accord du ministre chargé du budget.

Les documents distinguent clairement le dispositif du budget qu'il appartient au Parlement d'approuver, la liste des programmes budgétaires soumis à son approbation et qui sont déterminants de la spécialité budgétaire légale et, enfin, le tableau budgétaire qui expose la ventilation en allocations de base des programmes en question, laquelle peut donc être adaptée par le pouvoir exécutif.

Par ailleurs, le budget tient compte de la fusion des deux anciens ministères en un seul, le ministère de la Communauté française. Un choix a dû être fait entre une présentation fonctionnelle et une présentation axée sur l'organisation des services qui se trouvent regroupés au sein du secrétariat général et de cinq administrations générales. C'est l'option de la présentation fonctionnelle qui a été retenue. Le principe d'élaboration qui a été appliqué est celui d'une compétence ministérielle unique par allocation de base, ainsi que d'une compétence unique du secrétariat général ou d'une administration générale par programme. Chaque allocation de base du tableau budgétaire est assortie d'un indice permettant d'identifier le ministre ordonnateur et le service qui assume la compétence administrative de ladite allocation de base. Une annexe au programme justificatif du budget général des Dépenses présente un regroupement complet des programmes et de leurs allocations de base, selon qu'ils ressortissent à la compétence du secrétariat général ou d'une des cinq administrations générales. Une table de concordance par allocation de base entre la présentation antérieure et la présentation nouvelle du budget complète la présentation du budget. Enfin, un projet de décret spécifique redéfinit la liste des Fonds budgétaires.

J'en viens au contenu du budget 1998. Ce dernier se monte à 232,1 milliards, hors refinancement de la dette — les amortissements —, hors crédits variables — les recettes égalant les dépenses — et hors section particulière.

En ce qui concerne les recettes, plus de 90 % des ressources de la Communauté sont constituées, à concurrence de 208,9 milliards, par les recettes dites institutionnelles — résultant de la loi spéciale de financement — provenant de la TVA — 153,8 milliards — et de l'impôt des personnes physiques — 55,1 milliards.

Les paramètres économiques retiennent une inflation de 1,75 % en 1997 et une croissance du PNB de 2 %.



Une correction nette à la baisse des moyens institutionnels de 1997 est intégrée dans la prévision 1998, à concurrence de 420 millions en raison, essentiellement, de la prise en compte du taux effectif du PNB de 1996, établi à 1,5 % au lieu de 2 % initialement.

La dotation relative aux étudiants étrangers provenant de l'Etat fédéral procure 1,5 milliard, celle relative au Fonds national de garantie des bâtiments scolaires donne 65 millions, la redevance radio-télévision — seul impôt communautaire — rapportera 9,6 milliards, le solde reporté de 1997 est estimé à 1,25 milliard — soit une réduction de 300 millions par rapport au budget précédent —, l'emprunt de soudure, via les SPABS, rapporte — pour la dernière fois — 2,07 milliards et les autres recettes s'élèvent à 2,5 milliards.

Les ressources nettes de l'emprunt, enfin, sont de 6,123 milliards et sont strictement conformes aux recommandations du Conseil supérieur des finances. Elles correspondent au solde net à financer. Il faut y ajouter 3,5 milliards d'amortissements de la dette qui n'interviennent pas dans la norme précitée.

Les dépenses, déterminées à politique constante, atteignent pour 1998, 234,8 milliards de francs, ce qui détermine, par rapport aux recettes de 231,7 milliards, estimées également à politique constante, une impasse budgétaire de 3,1 milliards. Le Gouvernement a décidé de couvrir cette impasse par différentes mesures d'économies et des recettes supplémentaires, présentant un caractère structurel, à concurrence de 1,1 milliard. Par ailleurs, une réserve budgétaire ponctuelle est utilisée, à concurrence de 2 milliards de francs, pour des dépenses de rémunération du personnel. Il s'agit là d'une opération *one shot*.

Dans le cadre de la discussion, le ministre a signalé que ces réserves s'élèvent à 2,3 milliards, dont 2 sont mobilisés.

De manière plus détaillée, les mesures structurelles sont les suivantes :

- moins 370 millions dans diverses dépenses,
- prise en charge de 370 millions par les Régions;
- plus de 360 millions de recettes dont 300 provenant de la redevance radio-télévision.

Il faut noter par ailleurs que les mesures d'économies décidées antérieurement et n'ayant qu'un effet partiel en 1997 procurent une économie complémentaire de 722 millions en 1998. Il s'agit des mesures NTPP et fin de carrière.

L'exposé général et mon rapport écrit reprennent la ventilation des dépenses entre les grands postes.

Le ministre signale enfin que la mise en œuvre du budget nécessite une série de mesures qui sont regroupées dans le projet de décret-programme portant diverses mesures concernant l'enseignement, et qui complète le décret-programme voté en même temps que l'ajustement du budget 1997 qui se limitait aux dispositions dont la mise en œuvre s'imposait antérieurement au premier janvier 1998.

Ces mesures se rapportent essentiellement à l'organisation et au financement des divers niveaux d'enseignement des hautes écoles et des universités.

Le ministre renvoie ensuite à la page 75 de l'exposé général qui reprend la projection pluriannuelle. Celle-ci détermine, à politique constante, une marge restant à couvrir en 1999 de 2,265 milliards, compte non tenu des améliorations structurelles de recettes qui peuvent être raisonnablement espérées.

Le ministre conclut en estimant que la Communauté française voit s'éclaircir les horizons de sa destinée. Il fera,

en ce qui le concerne, tout ce qui est possible afin que pareille perspective se voit confortée dans l'avenir.

Dans son analyse du projet de budget, la Cour des comptes souligne que les crédits fonctionnels ont été réduits de 5,43 % tandis que ceux liés à l'exercice des compétences communautaires et aux dotations destinées aux entités régionales francophones connaissent une légère hausse, laquelle s'accroît pour les charges de la dette publique. Elle épingle aussi l'opération par laquelle les rémunérations dues au personnel enseignant, au cours du dernier trimestre de l'année 1998, pourront être mises à la charge des soldes existants sur trois fonds budgétaires figurant jusqu'en 1991 dans la section particulière du budget du ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, et ce, à concurrence de 2 milliards de francs. Même si le sort des soldes existant sur ces trois fonds n'a pas été formellement réglé par le décret organique du 21 décembre 1992, l'intention de supprimer les fonds budgétaires semblait manifeste, dit la Cour, et réactiver ces disponibles peut créer des difficultés de trésorerie.

La Cour des comptes signale également que, alors que globalement, les dépenses de la dette publique sont en hausse de 2,88 % par rapport à l'ajustement 1997, les crédits relatifs aux charges de la dette universitaire se réduisent de 1,2 milliard de francs entre 1996 et 1998, à la suite de la renégociation des emprunts.

En réponse à la Cour des comptes concernant l'utilisation de 2 milliards des soldes de trois fonds budgétaires, le ministre du Budget signale que, contrairement aux autres fonds de la section particulière, ces trois fonds budgétaires n'ont pas été expressément annulés par le décret du 21 décembre 1992. Il ne s'agissait pas, en l'occurrence, d'un oubli du législateur décréteur ou du résultat d'une volonté implicite de les supprimer. Dès lors, ces fonds existent encore actuellement aux plans budgétaire et comptable et les moyens disponibles qui les constituent sont, en conséquence, repris dans les situations comptables établies régulièrement depuis 1992 et transmises notamment à la Cour des comptes.

Le mécanisme d'imputation des dépenses salariales à la charge de ces fonds est donc parfaitement légal. Cela s'inscrit, par ailleurs, dans le cadre de la modernisation de la structure budgétaire de la Communauté, qui suppose l'utilisation de toutes les ressources budgétaires recensées.

Le décret du 21 décembre 1992, qui a supprimé les autres fonds de la section particulière, a procédé au transfert des soldes disponibles sur des crédits variables ou des allocations de base du budget de 1993. L'utilisation des soldes disponibles des trois seuls fonds qui n'avaient pas été supprimés, ne fait rien d'autre que de s'inscrire dans ce mécanisme.

Parmi les discussions en commission du Budget, dont une description exhaustive serait fastidieuse, j'en épingleai quelques-unes.

Concernant la gestion de la dette, M. Antoine pense qu'il serait opportun de pratiquer sur la dette des bâtiments scolaires la même opération de gestion dynamique, avec une consolidation des emprunts contractés, comme cela a été fait pour les emprunts universitaires. Il y a là un potentiel d'économie à réaliser. Il demande aussi qu'un comité d'expert établisse rapidement un cadastre complet des bâtiments scolaires des trois réseaux, cadastre quantitatif et qualitatif, afin de connaître objectivement les besoins.

Concernant le plan pluriannuel, M. Antoine et M. Harmel soulignent que cette projection n'intègre ni la revalorisation barémique des enseignants, ni l'augmentation des frais de fonctionnement de l'enseignement

fondamental, au sujet desquels M. Santkin, président du groupe PS, et lui-même, se sont engagés.

Concernant la ligne d'urgence de 400 millions par année budgétaire consacrée aux bâtiments scolaires, M. Antoine suggère que, dans le budget 1998, le ministre du Budget augmente les crédits d'engagement à 800 millions pour répondre aux besoins et à l'urgence de ceux-ci, sachant que, s'agissant de crédits dissociés, le maintien des crédits d'ordonnancement à 400 millions n'empêche pas de revoir à la hausse les crédits d'engagement, compte tenu de la lenteur de réalisation des travaux.

M. van Eyll demande au ministre du Budget quand les projets de décret relatifs à l'organisation de la perception autonome de la redevance radio-télévision seront déposés au Parlement, vu l'importance de ce débat concernant la prise en considération des Bruxellois francophones notamment.

Le ministre du Budget ne se déclare pas opposé à une consolidation éventuelle des emprunts relatifs aux bâtiments scolaires, car, même si les emprunteurs perdaient une partie de leur autonomie, la Communauté française gagnerait sur le plan financier. Il pense qu'il ne faut pas faire l'économie de la réflexion à ce propos, mais qu'il conviendrait, une fois le principe accepté par les parties, de voir si on peut s'engager sur cette voie qui, techniquement, est cependant très complexe vu la multiplicité des conventions avec des prêteurs variés.

A propos de la projection pluriannuelle, le ministre confirme qu'elle est calculée à politique constante et que ne sont pas intégrées les dépenses liées à une augmentation éventuelle des frais de fonctionnement de l'enseignement fondamental ni celles liées à la revalorisation barémique des enseignants, ces mesures devant faire l'objet de décisions politiques du fonctionnement. Toutefois, les 400 millions annuellement réservés aux bâtiments scolaires dans le cadre du Fonds d'urgence ont été intégrés de façon permanente dans les calculs au-delà de 1999, vu l'importance des besoins exprimés.

Le ministre reconnaît le retard enregistré dans l'utilisation de cette ligne de crédits d'urgence. Pour 1998, la demande dépasse les 400 millions prévus, et le ministre est disposé à examiner les augmentations de crédits nécessaires en engagements lors de l'ajustement du budget 1998, sous réserve de l'adaptation des crédits d'engagement de 1999.

Le ministre a enregistré que, de tous les réseaux, émane une demande d'accélérer les engagements mais pas nécessairement les paiements. Il pense que le Gouvernement devrait aller dans ce sens.

Quant à l'évaluation des besoins des réseaux pour leurs bâtiments scolaires, la commission des experts travaille sur l'établissement d'un cadastre, mais il s'agit, dit le ministre, d'une tâche de longue haleine et la commission des critères doit en définir la forme et le contenu. Le travail est donc en cours et il s'engage à le faire aboutir.

Concernant le problème de la gestion de la dette du Fonds de garantie des bâtiments scolaires, M. Hazette suggère de mettre à profit la période présente et la baisse des taux d'intérêt afin d'imaginer un autre type de fonctionnement. Il demande de revenir à l'esprit du Pacte.

Il constate aussi une concurrence de fait entre le Fonds des bâtiments scolaires et le Fonds d'urgence et la difficulté qu'ont les SPABS à savoir à qui s'adresser. Concernant la redevance radio et télévision, le ministre informe que le Gouvernement a adopté en première lecture les accords de coopération et le projet de décret qui organise la perception autonome de cette redevance. L'avant-projet de décret a été

déposé pour avis au Conseil d'Etat, qui n'a émis aucune remarque fondamentale, mais seulement quelques remarques techniques. Le dépôt de ces projets de décret au Parlement sera rapide.

En réponse à MM. Hazette et van Eyll, le ministre du Budget signale que les conventions relatives à la perception autonome de la redevance radio-télévision sont prêtes mais pas encore signées par les néerlandophones. Et dans l'attente de l'entrée en vigueur du décret créant un organisme de perception, c'est l'Institut belge des postes et télécommunications qui continue à percevoir, pour la Communauté française, l'ensemble des redevances.

Ces services sont occupés par d'anciens agents de Belgacom mis à disposition de la Communauté française, qui seront réintégrés dans le futur organisme de la Communauté. On enregistre une amélioration de la perception de 5 % en Wallonie et de 1,9 % à Bruxelles.

En matière de santé, en réponse à des questions de Mme Bertouille et de M. Snappe, Mme la ministre-présidente signale que les modifications budgétaires résultant du décret sur la promotion de la santé et du projet de décret intégrant l'Agence sida dans l'administration seront introduites lors de l'ajustement budgétaire.

Concernant l'adoption, problème soulevé par plusieurs commissaires, la ministre-présidente déclare que sur la base de plaintes relatives aux pratiques de certains services privés, il a été procédé à l'inspection de l'ensemble des services. Des dysfonctionnements importants ont été constatés, et il a été décidé de procéder au retrait d'agréments pour différentes asbl.

Une réforme doit être entreprise conformément au principe repris dans la Convention de La Haye.

Concernant la prise en charge budgétaire des maisons maternelles par les Régions, plusieurs commissaires posent des questions et émettent des réflexions.

M. Snappe estime que l'on ne respecte pas les accords de la Saint-Quentin. M. van Eyll s'interroge sur le transfert de compétence et demande à recevoir l'avis du Conseil d'Etat relatif à l'avant-projet de décret concernant ces maisons maternelles. M. Antoine propose que l'ONE continue à les gérer et pose le problème de la période intérimaire d'ici à la fin de l'année.

Le ministre du Budget répond que la Communauté assumerait les charges jusqu'au 31 décembre 1997, après mobilisation des réserves de l'ONE.

La ministre-présidente et le ministre du Budget affirment souhaiter également que l'ONE continue à assurer les missions relatives à ces maisons maternelles, après le 1<sup>er</sup> janvier 1998, ce qui peut se faire sans modification du décret relatif à l'ONE. La ministre-présidente se déclare ouverte à un élargissement des organes de décisions de l'ONE à des représentants des Régions.

En matière d'aide à la jeunesse, une restructuration est en cours, en concertation avec les fédérations représentatives du secteur. De plus, de nouvelles places seront créées en régime fermé.

En matière de sports, en réponse notamment à M. Santkin, le ministre Ancion signale que la Communauté germanophone s'est montrée acquiescente du Centre de Worriken et qu'un nouvel arrêté sur le subventionnement des clubs sportifs a été élaboré.

Dans le cadre de la discussion sur les relations internationales, MM. van Eyll et Santkin plaident pour une meilleure visibilité de la Communauté française à l'étranger. Le ministre fait état d'accords conjoints avec la Région wallonne dans ce sens.

M. van Eyll se réjouit de l'accord de coopération conclu entre la Communauté et la Commission communautaire française. Le ministre précise que la COCOF verse 12,5 millions au CGRI pour le mandat de gestion qu'elle lui a confié.

En commission de l'Éducation, les problèmes suivants ont notamment été évoqués: l'évolution des charges organiques dans l'enseignement secondaire, le paiement des temporaires, l'option zéro plus, les centres PMS, l'asbl «Prévention de la violence», les discriminations positives, l'écart organique budgétaire, les subventions de fonctionnement dans l'enseignement fondamental, l'évolution des populations scolaires, le coût moyen des élèves dans l'enseignement spécial, la formation continuée, la demande d'un fonds d'équipement pour l'enseignement de qualification, le statut des jeunes en alternance, le statut des maîtres de religion, l'enseignement des langues dans l'enseignement fondamental. Pour plus de détails sur tous ces sujets, je vous renvoie au rapport de notre collègue, Mme Bouarfa.

En commission de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, les questions suivantes ont été soulevées: l'enseignement artistique à horaire réduit, l'enseignement à distance, l'enseignement de promotion sociale et notamment sa complémentarité avec les activités du FOREm, le financement des universités, le problème des étudiants européens, le minerval lié au problème des allocations d'études, l'évaluation de la réforme des hautes écoles, la réforme des candidatures en médecine, l'enseignement artistique de type court et de type long. En ce qui concerne ces matières, je vous renvoie pour plus de détails au rapport écrit de Mme Cogels.

Enfin, en commission de la Culture, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la presse et du Cinéma, les problèmes suivants ont été examinés: le décloisonnement des secteurs culturels, les centres culturels, les opérations «quartiers libres» la réponse à apporter à l'important investissement culturel de la Flandre à Bruxelles, les liens entre la Wallonie et Bruxelles à travers la culture, la demande d'évaluation de la politique culturelle de la Communauté française, la politique théâtrale, l'informatisation des bibliothèques et le subventionnement des organisations de jeunesse.

Des questions précises ont également été posées sur les divers programmes. Pour plus de détails, je renvoie au rapport de M. Istasse. Ces rapports ont été communiqués à la commission du Budget.

Le budget des recettes et le budget des dépenses ont été adoptés par huit voix pour et trois voix contre. L'amendement du Gouvernement relatif à la possibilité d'un prélèvement sur les recettes de la redevance radio et télévision pour le fonctionnement du service de perception a été adopté, quant à lui, par huit voix pour et trois abstentions. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

**Mme la Présidente.** — Je rends la parole à M. Barbeaux pour son rapport concernant la résolution relative à la suppression du financement du FESC.

**M. Barbeaux.** — Madame la Présidente, dans le cadre de la discussion du budget, la commission a également examiné la proposition de résolution relative à la suppression du financement du FESC.

Mme Servais a rappelé la décision du Gouvernement fédéral de renvoyer la charge de subventionnement du FESC aux Régions et Communautés. Cette décision constitue un pas en avant vers la fédéralisation de la sécurité sociale et aura des répercussions sur l'emploi.

Mme Yerna a souligné, au cours de la discussion, qu'il était nécessaire de ne pas entrer dans la voie d'une commu-

nautarisation, mais d'assurer la continuité des services et de protéger l'emploi du secteur.

Mme Servais a signalé que si une solution se dégageait dans ce sens pour les missions traditionnelles du FESC, il n'en allait pas de même pour les missions spécifiques.

La ministre-présidente a souligné que l'intervention du FESC portait sur des prestations de sécurité sociale relatives aux travailleurs salariés, que le Gouvernement fédéral avait décidé de supprimer cette intervention en avril 1996, qu'un accord avait été conclu en conférence interministérielle du 2 juillet et que les Régions wallonne et bruxelloise avaient donc décidé de venir en aide au secteur à travers leur politique de l'emploi.

Un amendement a été introduit par les auteurs de la proposition, tendant à la reporter à une date ultérieure, compte tenu de son examen tardif.

In fine, la commission a rejeté la proposition de résolution par huit voix contre trois.

**Mme la Présidente.** — La parole est à M. Vancrombruggen, rapporteur du projet de décret-programme portant diverses mesures concernant l'enseignement et sur le projet de décret relatif aux fonds budgétaires.

**M. Vancrombruggen.** — Madame la Présidente, madame la ministre-présidente, monsieur le ministre, chers collègues, à la demande des commissions spécialisées, la commission des Finances a pris connaissance de l'avis écrit complet de la commission de l'Éducation sur le projet de décret-programme portant diverses mesures concernant l'enseignement. Ces commissions souhaitent que la commission des Finances tienne compte de ces avis dans le cadre de ses travaux.

Les mesures visées par les dispositions envisagées consistent en une augmentation des moyens de fonctionnement dans l'enseignement fondamental, de l'ordre de 300 francs par élève, soit un accroissement global de 141,6 millions ou une augmentation de subventions de près de 4,2 %.

Une notion fondamentale du projet réside dans le concept de solidarité entre les établissements d'un même réseau, concrétisé par une ponction de 100 francs sur les 300 francs d'augmentation par élève. En outre, les établissements pourront transférer à un autre établissement du même réseau leurs propres subventions à concurrence de 5 % maximum, ces transferts étant considérés comme des octrois communautaires directs. Un décret fixera les critères déterminant les établissements bénéficiaires des mesures de solidarité dont question.

Un commissaire a cependant jugé le critère de réseau non pertinent et a concrétisé sa position en élaborant un amendement, lequel a été rejeté par la commission qui, au contraire, a estimé que ce concept prévalait. On ne peut traiter de manière identique un pouvoir organisateur d'ordre privé et un pouvoir public.

La commission de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a émis également un avis sur ce projet en proposant quelques amendements relatifs à l'enseignement artistique et à celui des hautes écoles, lesquels concernent l'application de l'augmentation à l'enseignement artistique, les dispositions relatives à l'organisation des candidatures dans les hautes écoles, la situation au sein du nouveau statut des temporaires prioritaires du réseau de la Communauté française, ainsi que d'autres dispositions techniques pour les hautes écoles. Ces amendements ont été retenus.

L'ensemble du projet de décret a été adopté par huit voix et deux abstentions.

J'en viens à présent au rapport du projet de décret désignant les fonds budgétaires figurant au budget général des Dépenses de la Communauté française.

Trois facteurs ont conduit le Gouvernement à décider d'une formulation nouvelle du décret organique créant les fonds budgétaires et désignant ceux figurant au budget général des Dépenses de la Communauté française.

Il s'agit d'abord de la nécessité de coordination des textes existants; ce décret a en effet été modifié à quatre reprises. Ensuite, de l'adaptation du schéma budgétaire à la modification de la structure administrative: deux ministères existants ont fusionné en un seul. Enfin, de l'adaptation du schéma budgétaire aux impératifs de la dernière réforme des lois sur la comptabilité de l'Etat, entraînant une modification importante de la présentation des documents budgétaires.

Le projet de décret qui vous est soumis tient compte des impératifs de présentation liés aux trois facteurs précités.

Pour le reste, il n'innove en rien, hormis quelques toilettes juridiques de caractère purement formel.

Cependant, le Conseil d'Etat a formulé trois remarques.

La première vise la formulation relative au maintien des dispositions légales, décrétales et autres restant d'application, pour autant qu'elles ne soient pas en contradiction avec celles contenues dans le présent projet. Le Conseil d'Etat souhaite que soient déterminées avec précision les anciennes dispositions implicitement abrogées. Le ministre préfère s'en tenir à une formulation générale qui n'a jamais donné lieu jusqu'à présent à un quelconque problème juridique et qu'il convient de maintenir, car elle constitue une mesure de sécurité.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat critique le mode de liquidation des dépenses effectuées par l'utilisation des recettes affectées; une pratique toutefois courante, notamment au pouvoir fédéral, précise le ministre.

Enfin, le Conseil d'Etat critique le caractère trop imprécis de l'objet de certaines dépenses autorisées à charge de fonds budgétaires; une application pourtant identique aux dispositions du décret existant, fait remarquer le ministre.

Aucun commissaire n'est intervenu dans le cadre de la discussion générale ni de la discussion des articles.

Les articles et l'ensemble du projet de décret ont été adoptés par huit voix contre trois. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

**Mme le Présidente.** — Nous allons entendre M. Ducarme dans le cadre de la discussion générale. Je signale qu'à la fin de cette intervention, j'aimerais réunir les présidents de groupe afin de mettre au point l'agenda d'aujourd'hui et de demain.

La parole est à M. Ducarme.

**M. Ducarme.** — Madame la Présidente, madame la ministre-présidente, messieurs les ministres, chers collègues, si je considère la préparation de l'ordre du jour de notre Parlement à travers les informations qui ont été visiblement communiquées par le groupe PSC à *La Libre Belgique*, j'aurais tendance à m'excuser de prendre la parole aujourd'hui. En effet, contrairement aux débats qui ont eu lieu en juin-juillet ainsi qu'à certains propos qui ont été tenus, notamment en ce qui concerne l'appréhension de la

politique de la culture par le même groupe PSC à la mi-septembre, aujourd'hui on nous inviterait quasiment à retenir la procédure écrite pour pouvoir voter le budget. Je ne sais à quoi cela est lié, mais cela ne doit pas nous empêcher d'examiner valablement ce budget et la situation dans laquelle nous nous trouvons.

D'emblée, je dirai que, contrairement à cette affirmation, dans la vie politique des Wallons et des francophones, l'année 1997 ne sera pas une année neutre. Les débats qui agitent le niveau fédéral, de l'incidence sociale du monétaire au choix d'organisation de nos polices et, par là, de la sécurité de nos concitoyens, témoignent d'une année charnière.

En Wallonie, les exercices de musculation pour justifier le maintien de la coalition en place en sont un autre signe. En Flandre, le discours du 22 septembre du ministre-président atteste de la volonté du nord de marquer les points de passage de l'échéance institutionnelle et financière de 1999.

Pour les francophones de Wallonie et de Bruxelles, la décision des présidents de parti des quatre formations politiques démocratiques de réduire les connaissances utiles à la définition de l'état réel de la situation des composantes de l'espace francophone de Belgique, est un tournant significatif dans la méthode, la recherche et la mise en œuvre des socles futurs.

Nous savons que le contexte général pèse sur le budget de la Communauté française et son expression politique, d'autant que sa fiabilité s'insère dans un plan pluriannuel. Le ministre du Budget nous a indiqué combien il nourrissait d'espoir concernant un refinancement de la Communauté par la mise en œuvre, dès l'an prochain, de nouveaux mécanismes prévus par la loi de financement. Le président du groupe PSC a voulu atténuer quelque peu le propos en indiquant qu'il existait une dette en termes d'ONSS. Cela signifie qu'il convient de réellement apprécier la situation dans le contexte général et le cadre du plan pluriannuel.

Nous devons donc nous poser la question de savoir de quelle étoffe est fait ce budget de 1998. L'habit est-il complet, sobre, élimé? Dissimule-t-il, enrobe-t-il, déguise-t-il? De plus, l'habit place-t-il le visage de la Communauté française en pleine lumière? Les fournisseurs d'étoffe — entendez les composantes de la majorité — garantissent-ils un visage de longue durée, sans nécessaires retouches dues à l'usage? Les composantes de la majorité ne cachent-elles pas sous le manteau un indispensable objet pour que l'habit soit complet? En fait, n'y a-t-il pas aujourd'hui, caché dans les plis, un petit masque de velours noir?

Nous nous efforcerons de répondre à ces questions importantes car, comme nous en sommes convenus avec le ministre du Budget lors de précédents débats, l'examen de ce budget 1998 est crucial; c'est le dernier que peut présenter cette majorité tout en devant démontrer, à terme, sa bonne exécution avant le couperet électoral de juin 1999.

Dès lors, mon intervention s'articulera autour de trois axes: le premier tient à la crédibilité du budget de 1998 pour un plan pluriannuel fiable; le deuxième s'intéressera au maintien de la consistance de la Communauté française, pour permettre la fluidité budgétaire, dans l'hypothèse d'un système structurel fondé sur la théorie des pouvoirs implicites; le troisième intégrera les impératifs financiers et politiques liés à la dotation de la RTBF, à la politique culturelle et au développement économique du multimédia, à l'enseignement, notamment en ce qui concerne la revalorisation barémique des enseignants, les frais de fonctionnement de l'enseignement fondamental, la formation à l'emploi, les nécessités du supérieur et de la recherche.

